

**Conseil national – 16 janvier 2013**  
**Rapport Pierre Laurent – secrétaire national**

Nous tenons notre réunion du Conseil national à quatre semaines de l'ouverture du congrès national. Les conditions sont, je crois, réunies pour que la tenue de notre congrès constitue un événement marquant de la vie politique nationale. Et cela pour au moins trois raisons.

L'aggravation de la crise, et la confirmation, huit mois après l'élection de François Hollande, d'orientations gouvernementales qui ne permettront pas d'en sortir, donnent au Parti communiste, comme à toutes les forces sociales et politiques qui n'entendent pas renoncer au changement, une responsabilité accrue. Et la place nouvelle prise, ces derniers mois, dans le débat politique par nos choix et nos votes au Parlement en est un témoignage. Beaucoup d'attentions seront tournées vers notre congrès.

Ils devient évident à un nombre chaque jour plus grand de nos concitoyens que sans mobilisation relancée de toutes celles et de tous ceux qui ont voulu le changement au printemps dernier, la politique gouvernementale ne fera que nourrir la déception et préparer l'échec. Le lancement de la campagne nationale du Front de gauche pour une alternative à l'austérité tombe à point nommé.

Notre congrès doit lui donner l'écho et le tremplin nécessaires, en la nourrissant de toute notre énergie collective et de tout notre apport d'idées.

Le renouveau du Parti communiste est de mieux en mieux perçu. Après les campagnes du Front de gauche, les initiatives de préparation de notre congrès ont confirmé une attente nouvelle à notre égard. A sa manière, le succès exceptionnel des deux journées de portes ouvertes du week-end dernier en hommage à Oscar Niemeyer, avec près de 7 000 visiteurs, en est un signe supplémentaire. Là encore, il est attendu de notre congrès une confirmation et un approfondissement de nos transformations novatrices.

En un mot, notre responsabilité est grande. Et je pense que nous avons les moyens d'y faire face, à condition de bien travailler, et de le faire d'arrache-pied, jusqu'au congrès. Nous avons donc devant nous quatre semaines importantes, avec maintenant toutes nos conférences de sections et de fédérations, avant le congrès lui-même.

La très large approbation du choix de la base commune intervenue lors du vote des communistes en décembre 2012 marque l'approfondissement de notre unité.

34 682 communistes, soit 54 % de nos cotisants, ont participé à ce vote et ont approuvé à 73,16 % le choix de notre base commune. C'est un résultat éloquent.

Il ne s'agit pas de s'endormir sur ses lauriers. Il convient maintenant de s'appuyer sur ce beau résultat, en prenant en compte les opinions des camarades qui ont exprimé d'autres choix, pour pousser le travail collectif dans plusieurs directions : approfondir le débat et l'appropriation du texte adopté ; actualiser les analyses qu'il contient compte tenu des huit derniers mois et des responsabilités que nous confère cette situation ; enrichir les orientations proposées ; préciser les grandes initiatives politiques que devra arrêter notre congrès.

Je souhaite dans cette introduction verser quelques réflexions et propositions au débat collectif qu'il nous reste à mener.

Avant cela, permettez-moi quelques mots sur l'intervention militaire que la France vient de décider au Mali.

Je veux sur ce point rappeler l'essentiel de ce que j'ai dit lundi lors des vœux. Je vous renvoie également à l'intervention de Jacques Fath dans « Communistes » ce matin. Nos groupes au Parlement auront à s'exprimer cet après-midi dans le cadre du débat parlementaire enfin convoqué, mais bien tardivement, par le gouvernement.

Depuis la décision prise vendredi par le président François Hollande de l'engagement militaire français au

Mali, la France est en guerre. C'est une situation grave.

Cette intervention militaire pose de très lourdes questions. Le déclenchement de l'opération s'est fait sans mandat, ni débat du Parlement – ce que nous regrettons vivement.

Quelles sont nos positions à ce propos ?

Le Parti communiste français a toujours pris parti contre toutes les formes d'intégrismes, et par-dessus tout, contre l'action ultra-réactionnaire des forces de l'islamisme politique radical, en particulier les groupes *djihadistes* dont une partie est liée à des réseaux criminels.

Il était logique pour notre parti qu'une aide réelle soit apportée aux autorités maliennes de transition. Nous comprenons le soulagement qui s'exprime au Mali avec le recul des djihadistes et donc, le recul des dangers qu'ils faisaient peser sur la dignité humaine, sur la liberté et sur l'avenir du Mali lui-même.

Mais si l'intervention militaire engagée peut stopper une offensive djihadiste, elle ne constituera pas une réponse durable au grave problème posé. Je le répète, fallait-il laisser faire les groupes djihadistes ? La réponse est : non. Mais cela n'enlève rien aux très vives préoccupations qui sont les nôtres sur les conditions de cette intervention et sur ses objectifs.

Il n'y a jamais de guerre neutre, sans conséquences humaines ni sociales. Il y a déjà de nombreuses victimes.

Une menace vitale, maintenant accentuée, pèse sur les otages puisque les bombardements français visent ceux qui les détiennent. Nul ne peut dire aujourd'hui quelle sera la suite des événements. Nous n'en sommes qu'au début.

Personne ne peut dire ni quand ni comment la phase nouvelle qui vient de s'ouvrir s'achèvera pour le Mali, pour les pays de la région ni pour le monde. Le chef de l'État a précisé vendredi que l'intervention militaire française ferait rapidement place aux forces maliennes et de la CEDEAO. Le ministre de la Défense parle aujourd'hui d'une durée de plusieurs semaines et les informations données à nos groupes parlementaires confirment la dureté des combats engagés.

Mais surtout cette intervention militaire ne peut masquer qu'elle est la marque d'un échec politique et d'une impasse. Le risque qu'elle encourt de domination pour des intérêts de puissance est réel. Et puis chacun comprend bien (les guerres en Irak, en Afghanistan en particulier, l'ont bien montré,) qu'il n'y a pas de solution militaire durable aux problèmes du monde actuel.

L'enjeu essentiel est donc de répondre à la question : « comment construire de la sécurité et une paix durable pour la Mali et sa région ? »

L'exigence est celle d'une réponse politique pour la reconstruction de l'État malien, pour que ce pays trouve les conditions d'un vrai développement humain dans toutes ses dimensions. La France doit y contribuer dans le respect des demandes de l'État malien et des forces vives du pays. Cette réponse doit être le fruit d'un mandat des Nations unies et de l'Union africaine, dans le respect de la charte de l'ONU et avec des troupes africaines.

C'est cela qu'il aurait fallu préparer depuis longtemps dans un cadre multilatéral afin que cette intervention soit le fruit d'une responsabilité collective dans une légitimité internationale.

Nous ne sommes, en fait, qu'au début d'une crise devenue maintenant une guerre ouverte. Notre parti restera extrêmement vigilant et actif pour que ce soient d'abord la solidarité, l'amitié et l'intérêt du peuple malien et de ceux de toute la région qui priment et qui soient au cœur des décisions à prendre.

Cet objectif ne doit jamais être perdu de vue. Or aujourd'hui, rien ne nous garantit qu'il soit réellement et concrètement au cœur des engagements de la France.

Pour finir sur ce point, je pense que notre parti devrait rencontrer partout où ils vivent dans notre pays nos amis maliens pour discuter avec eux de cette situation. Je propose de participer moi-même à une ou plusieurs de ces rencontres en région parisienne.

J'en reviens donc au congrès.

Mais puisque je viens d'évoquer le Mali, cela me permet d'introduire une première remarque et suggestion pour nos débats à venir.

Je pense que nous devrions être partout attentifs à faire partager, quitte à les approfondir, des idées fortes de notre texte. Il insiste délibérément sur la caractérisation de la période historiquement très nouvelle dans laquelle nous sommes. La crise est profonde. C'est une crise du système, une crise de civilisation. « L'humanité est en panne de sens », comme le dit le texte. Et tout l'affrontement de classe est dominé par cette immense question : soit l'émergence d'un nouveau mode de développement humain, d'un nouveau monde, progresse soit des solutions de plus en plus agressives, brutales, guerrières à la crise l'emportent ?

Je sais bien que les urgences de l'actualité politique nous mobilisent et vont nous conduire à renfoncer le texte à la lumière des évolutions de la situation politique. Mais si nous avons voulu un texte ambitieux, c'est pour une raison de fond : le combat a besoin d'une mise en perspective et notre congrès doit être aussi ce moment de prise de recul sur la conjoncture politique. L'interrogation sur le devenir de l'humanité est un verrou politique et idéologique majeur. Il est de première importance de donner du sens, dans la longue durée, à l'ambition transformatrice qui nous anime.

J'en viens à ma seconde série de remarques : comment caractériser la politique gouvernementale, la situation politique, et quelles conséquences en tirer pour notre action politique ?

Nous y voyons plus clair : depuis la ratification du Traité européen sans aucune renégociation, qui était le premier jalon inquiétant du cap suivi, la politique gouvernementale n'a fait que confirmer, voire amplifier, une orientation de type social-libérale.

Les trois piliers d'une telle politique sont désormais posés : les budgets d'austérité de la nation et de la Sécurité sociale, qui sont la conséquence directe du ralliement au Pacte budgétaire européen ; un Pacte de compétitivité et ses 20 milliards de crédits d'impôts sans contre-partie autre que l'augmentation de la TVA et la réduction de dépenses publiques ; et maintenant, l'insécurisation renforcée du contrat de travail avec la pression du gouvernement pour transcrire in extenso dans la loi l'accord régressif MEDEF-CFDT.

On retrouve là des axes identiques (austérité, compétitivité patronale, flexibilité) à toutes les politiques de crise menées actuellement en Europe qui, loin de résorber cette crise, n'ont fait que l'accentuer.

Il est clair à nos yeux que la promesse présidentielle d'inverser la courbe du chômage ne sera pas tenue. Les choix actuels nous promettent au contraire un engrenage d'austérité et de sacrifices des services publics sans cesse accrus, une poursuite de l'augmentation du chômage, maintenant continue depuis 19 mois, une aggravation des déficits due au maintien de spirales récessives pour l'activité internationale.

Nous ne pouvons soutenir une telle orientation dont le dernier épisode, l'accord MEDEF-CFDT est inacceptable pour une majorité de gauche. Le travail de décryptage de l'accord ne fait que commencer et va faire éclater la vérité sur les graves récessions qu'il contient. L'argument du respect de la démocratie sociale ne tient pas : quels que soient les résultats des élections syndicales retenues, le total des deux syndicats non signataires, CGT et FO, est supérieur à celui des trois organisations signataires dont l'une au moins est de surcroît assurée de ne plus figurer, dans quelques mois, parmi les organisations syndicales représentatives habilitées à signer un tel accord.

S'aligner sur un tel accord, ce serait tourner le dos aux salariés qui ont permis de battre Sarkozy au printemps dernier et offrir au MEDEF une victoire qu'il n'aurait jamais espéré 8 mois après la défaite de leur allié UMP.

Il est à noter que les reculs gouvernementaux sont aussi bien sociaux que sociétaux, comme on le voit avec le renoncement sur le droit de vote des étrangers et les tergiversations sur le mariage pour tous.

Nous devons faire de la campagne pour le vote des étrangers un axe de bataille à part entière en vue de son adoption avant les échéances de 2014. Quant au mariage pour tous, la manifestation du 27 janvier doit nous mobiliser.

La situation offre, dans ces conditions, un visage contradictoire.

D'un côté, la politique gouvernementale, tellement contraire aux attentes du changement, déconcerte, démobilise, désespère. Elle nourrit la résignation et la peur du lendemain et offre dans ces conditions à la droite et à l'extrême droite, au MEDEF, aux forces de réaction des espoirs de reconquête.

Le danger est réel si nous restons l'arme au pied.

D'un autre côté, des forces, chaque jour plus nombreuses, peuvent comprendre que leur entrée en scène, leur mobilisation, leur intervention deviennent indispensables. Mais pour cela, il faut qu'il leur soit proposé une voie de mobilisation positive, utile à faire progresser le changement et non à l'entraver plus encore.

C'est exactement le rôle que nous pouvons jouer. Il n'est pas question de nous laisser enfermer dans le rôle d'opposant buté qu'on veut nous assigner, comme s'il n'existait qu'un seul choix possible à gauche ; ou soutenir le gouvernement, ou devenir un allié plus ou moins honteux de l'opposition de droite. Nous récusons cette alternative piégée.

Nous assurons notre rejet des mauvais choix du gouvernement au nom d'une idée centrale, une autre politique est possible pour la gauche.

Oui, « l'alternative à l'austérité c'est possible » et c'est pourquoi nous en faisons le thème de la campagne que nous lançons avec tout le Front de gauche et qui peut devenir le point de ralliement de toutes celles et de tous ceux qui ne renoncent pas au changement. Et ils sont très nombreux à gauche et dans le pays.

Notre campagne sera symboliquement lancée à Metz, le 23 janvier au cours d'un grand meeting ouvert par les sidérurgistes de Florange et auquel Jean-Luc Mélenchon, Christian Piquet, Clémentine Autain, Myriam Martin et moi-même prendrons la parole. Tout doit être fait pour la réussite de ce meeting et de son écho dans le pays.

Notre campagne doit reposer sur deux dimensions : elle doit être une campagne pour des propositions alternatives, pour démontrer que ces alternatives sont possibles et qu'elles sont de nature à répondre à la crise. Nos propositions pour la sécurisation de l'emploi et des contrats de travail ; pour la relance des services publics de santé, de logement et d'éducation, des investissements publics, de la production industrielle et de la transition énergétique ; pour la mobilisation publique du secteur bancaire et financier ; pour la justice fiscale, les salaires et les retraites ; pour les nouveaux droits des salariés ; pour des grandes réformes du mariage pour tous, du droit de vote des étrangers et de la démocratisation de la République ; pour les moyens d'une action publique dynamique des collectivités locales... doivent être partout mises en avant.

Et notre campagne doit être une campagne de rassemblement, bien au-delà des forces du Front de gauche. Je le dis, des forces se libèrent, vont se libérer dans toute la gauche, à nous de les rassembler dans l'action pour des alternatives concrètes à l'austérité, pour des solutions de gauche à la crise.

Je propose que toutes nos conférences de sections, toutes nos conférences départementales débouchent sur des décisions concrètes de déploiement de cette campagne : réunions publiques, meetings, marches, votations... Toutes les formes sont bonnes. Soyons à l'initiative.

Nous déploierons cette campagne pendant tous les mois qui viennent. Un grand rendez-vous national sera sûrement nécessaire avant l'été. Mais nous devrions aussi jusqu'au congrès pousser la réflexion sur la proposition contenue dans notre texte : pourquoi pas des assises nationales du changement, largement ouvertes, d'ici la fin de l'année 2013 ? Il nous faut en tous les cas pousser la réflexion collective sur l'ancrage politique de cette campagne.

J'en viens à ma troisième série de remarques : elle concerne le Front de gauche et notre stratégie de rassemblement.

Notre objectif n'est évidemment pas de camper sur les lignes de bataille établies à l'issue de la présidentielle et des législatives. Pour débloquer la situation dans le sens d'un rapport de forces favorable au changement, il nous faut rassembler encore et toujours. Et donc dialoguer, tous azimuts, avec toutes celles et tous ceux qui s'interrogent sur le cours actuel de la politique gouvernementale. Notre démarche doit être plus ouverte que jamais. Au moment où la bataille s'engage sur la transcription de l'accord dans la loi, nous pourrions dans tous les départements aller à la rencontre des organisations syndicales.

Au nom des débats qui traversent le Front de gauche sur nos rapports avec les forces gouvernementales, des camarades expriment parfois une difficulté à manier toutes les dimensions de notre ambition de rassemblement. Je crois que la campagne dans laquelle le Front de gauche est en train de se lancer va beaucoup nous aider à résoudre ces problèmes.

Nous avons lancé l'appel à construire cette campagne mi-novembre. Aujourd'hui, tout est fin prêt nationalement. Et nous devons nous en réjouir. Je crois que les formes doivent en être grande ouvertes, avec l'objectif de déplacer les lignes majoritaires autour de nos solutions anti-austérité.

Dans la coordination nationale du Front de gauche, nous sommes en train de réorganiser le travail pour conforter les modes de travail collectifs. Les assemblées citoyennes, les fronts thématiques, le Front des luttes, le conseil national, le site internet peuvent être relancés à la faveur de cette campagne. A nous de prendre à nouveau toute notre part d'initiatives, d'impulsion comme nous avons su le faire à chaque moment décisif de la progression et de l'élargissement du Front de gauche.

La perspective des élections municipales, européennes et sénatoriales de 2014, et là aussi les débats qu'elles pourront susciter dans le Front de gauche comme dans la gauche, suscitent des interrogations. Ce sera ma quatrième série de remarques.

Un mot d'abord des élections européennes. Elles se tiendront en mai 2014, dans un contexte de crise, malheureusement très probablement aggravée encore. François Hollande parle d'une crise de l'euro qui serait derrière nous. Qui peut le croire ? Le chômage, à 11,8% de la population active, est à un niveau record. La Grèce connaîtra en 2013 sa 6<sup>e</sup> année de récession, l'Espagne sa 5<sup>e</sup>, le Portugal sa 3<sup>e</sup>. L'élection européenne sera un moment de bataille essentielle pour élargir l'influence et les convergences des forces d'alternatives en Europe. Le congrès du PGE en décembre à Madrid et, avant cela, l'Altersummit à Athènes en juin, seront des moments de mobilisation utiles. En France, cette bataille s'inscrira évidemment dans le prolongement de nos batailles pour rassembler autour d'alternatives à l'austérité. Le Front de gauche aura donc une carte forte à jouer dans ces élections.

Deux mois avant, se tiendront les élections municipales. Elles suscitent d'ores et déjà plus de débats. C'est normal, ce seront des élections structurantes pour le paysage politique national. C'est pour nous une bataille politique de première importance. La droite espère déjà en faire le début de sa reconquête. L'extrême-droite, qui cherche toujours à ancrer sa crédibilité et sa banalisation, a décidé d'en faire la bataille centrale. Et, de surcroît, tout ou partie de ces forces peuvent cette fois tenter des alliances, en s'appuyant sur les dérives idéologiques nourries par Nicolas Sarkozy et aujourd'hui par Jean-François Copé.

Mais la question ne sera pas seulement celle du dessin des influences nationales. Une bataille majeure va s'engager en 2014 et se poursuivre en 2015 pour engager les collectivités locales dans la voie de l'austérité, le recul des services publics, et une reconfiguration complète des institutions territoriales et des politiques publiques de proximité. La commune et ses compétences seront dans le collimateur.

Bien avant d'être un débat d'alliances, auquel il est trop souvent réduit pour le moment, il s'agit d'un combat pour le maintien et le développement d'une conception de la République française assise sur la démocratie locale et la proximité des politiques publiques. L'enjeu municipal sera donc non seulement celui de la victoire de majorités municipales de gauche contre la droite et l'extrême-droite, mais il sera celui du maintien

et du développement du maximum de positions municipales (maires, nouveaux élus dans des majorités comme dans des oppositions) aptes à mener dans la durée la bataille contre les logiques d'austérité.

Cela nécessitera une ambition de rassemblement qui aille au-delà du Front de gauche, et la bataille locale le permettra dans de très nombreuses communes.

C'est un débat qu'il faut désormais amplifier et que le congrès devra lui-même approfondir. Nos conférences départementales devront travailler sur les possibilités de mobilisation de nos élus, sur les enjeux de l'acte III de la décentralisation.

Là aussi, pourquoi ne pas envisager des grands rendez-vous nationaux sur ces enjeux à l'heure d'une réforme de décentralisation qui ne s'annonce pas sous les meilleurs auspices ?

Nous pourrions permettre que se créent des espaces au plan local de travail largement ouverts et rassembleurs. Et aller, à plus largement vers une rencontre nationale sur la démocratie locale pour lui donner des perspectives.

Je veux terminer avec quelques remarques sur le parti lui-même. Ce sera une cinquième et dernière série de remarques.

Je l'ai dit d'emblée : nous abordons le congrès avec la possibilité de pousser d'un même pas, unité renforcée des communistes et transformations novatrices de notre parti.

Nous le savons, les transformations dans lesquelles nous sommes engagés et qui visent à refaire de notre parti un acteur majeur de la transformation sociale en France et en Europe sont un travail de longue haleine, sur plusieurs congrès.

En quatre ans, depuis 2008, le chemin parcouru est très significatif mais il en reste beaucoup. Les textes produits pour ce congrès, la base commune et les initiatives nationales avec les nouveaux adhérents, à Marseille, à Lille, bientôt à Bordeaux sont des pièces importantes.

La production de nos secteurs de travail, le travail de nos élu-e-s, de nos parlementaires sont eux aussi très importants.

Les travaux de la Fondation Gabriel Péri, d'Espaces Marx, du LEM nourrissent utilement notre pensée. La Revue du projet, fondée depuis le dernier congrès, a accumulé de nombreux dossiers et ouvert encore le champ de nos collaborations.

J'estime toutefois que la remise en mouvement théorique et politique de notre parti, maintenant réellement entreprise, doit s'amplifier encore beaucoup, dans un double mouvement : un mouvement d'ouverture en grand sur les immenses richesses de notre parti encore sous-utilisées, et sur tout ce qui bouge dans le monde politique, intellectuel, social et culturel pour penser les nouveaux chemins de l'émancipation humaine ; et un mouvement de mise à jour, de mise en cohérence de toutes ces nouvelles conceptions théoriques et politiques. Ce travail de longue haleine pour « la refondation de nos analyses et de notre projet », comme nous le disions au congrès de 2008, avec toutes celles et tous ceux qui veulent contribuer à un nouveau projet authentiquement et utilement révolutionnaire du XXI<sup>e</sup> siècle, doit viser à penser le communisme de nouvelle génération dont j'ai parlé ici devant les nouveaux adhérents.

Le congrès devrait décider d'amplifier ce travail sur la longue période, celle au moins qui nous mène au prochain congrès avec en vue de nouvelles échéances politiques majeures, en visant annuellement des événements de travail fondateurs et accélérateurs, soit des sessions exceptionnelles du Conseil national longuement préparées comme le fut la fameuse session d'Argenteuil dont nous avons tant parlé lors du mois Aragon, soit d'autres types de réunions élargies valant engagement du parti.

Je proposerai pour ma part que cette ambition soit au cœur de la réorganisation du travail de direction et qu'elle soit placée avec les responsabilités dédiées nécessaires sous la responsabilité du secrétaire national.

Je tiens à cette étape à dire quelques mots du travail de renouvellement de la direction nationale entrepris avec la commission des candidatures. Nous avons élu notre Conseil national il y a maintenant quatre ans avec un renouvellement de secrétaire national à mi-parcours, il y a deux ans et demi. Le conseil national a

mené un travail considérable avec les résultats que l'on connaît.

La commission travaille activement. Elle s'est réunie hier et tiendra encore deux réunions d'ici le congrès, le 30 janvier et le 6 février. Elle s'est donné l'objectif de proposer au congrès une liste sensiblement réduite par rapport au nombre de 233 élu-e-s du dernier congrès. Une liste évidemment à parité conformément à nos statuts. Elle privilégie en outre, dans les critères retenus, la capacité des membres élus à prendre leur part du travail de direction et des tâches nationales qui lui incombent.

Je partage tous ces critères car la réorganisation de l'efficacité de notre travail national et la disponibilité des membres de la direction pour y contribuer sera un défi essentiel pour la prochaine direction.

J'ai parlé de notre travail de fond politique et théorique mais la mise à jour et la remise en cohérence doivent viser toutes nos tâches, de la communication interne ou externe à la vie des organisations et des adhérents dans notre parti, pour ne citer qu'elles.

Ce renforcement de la compétence collective de travail du Conseil national peut très bien aller de pair avec un renouvellement conforme au renouveau actuel du parti. Ces compétences sont nombreuses et réelles dans toutes les générations de communistes.

Je veux dire aussi un mot des secrétaires fédéraux. Leur rôle est central dans la vie du parti. Tous ne seront pas élus au Conseil national mais tous devront continuer, je le pense, à y être invités.

Je pense qu'il faudra faire plus. Dans plusieurs moments décisionnels importants, je pense par exemple aux prochaines échéances électorales, ils devront être associés es-qualité aux décisions prises. Le Conseil national aura à en décider.

Concernant le secrétaire national, puisque la commission des candidatures devra établir une liste comportant une candidature à ce poste, je veux dire que si la commission le décide, je suis disponible pour un second mandat de secrétaire national. En le disant dès maintenant, je souhaite que ce choix fasse partie à part entière du choix collectif de la liste.

Des camarades posent parfois la question légitime du traitement de la personnalisation de notre vie politique. Je pense moi aussi qu'il convient d'y résister, non pas pour refuser la médiatisation de nos dirigeants, ce serait stupide dans le monde tel qu'il est, mais pour prévenir l'exercice personnel du pouvoir dans le parti. Je pense donc qu'il faudra à nouveau améliorer notre travail collectif, les membres de l'actuel Comité exécutif national émettent à ce sujet des critiques dont il faudra tenir compte.

Je veux dire un dernier mot concernant la dimension internationale de notre congrès. Pour la première fois depuis longtemps, notre congrès accueillera de très nombreuses délégations étrangères, près de 80 venues de tous les continents. La relance de notre travail international, la présidence du PGE que nous exerçons, confèrent à notre congrès une responsabilité particulière en la matière. Dans un monde en plein bouleversement, c'est une dimension essentielle de notre travail de renouvellement théorique, politique et de nos pratiques politiques. Je demande à tous les camarades qui seront sollicités pour assurer la réussite de cette dimension essentielle de notre congrès de tout faire pour y contribuer.

Je vous en remercie.